

Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe



Histoire et politiques migratoires dans les années Bumidom et impacts sur les arts de la résilience

Freddy Marcin

Numéro 186, mai-août 2020

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1072366ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1072366ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (imprimé)

2276-1993 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Marcin, F. (2020). Histoire et politiques migratoires dans les années Bumidom et impacts sur les arts de la résilience. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (186), 133–146. <https://doi.org/10.7202/1072366ar>

Histoire et politiques migratoires dans les années Bumidom et impacts sur les arts de la résilience

*Freddy MARCIN*¹

INTRODUCTION

Les années du Bureau pour le développement des migrations dans les départements d'Outre-Mer (BUMIDOM), représentent une période charnière mais également sensible des Dom. Au cours de cet article, il s'agira d'appréhender cette période migratoire des Dom vers l'hexagone comme un véritable traumatisme psychique et historique traitant de l'arrachement à la terre mère vers une contrée inconnue. En effet, cette étude doit se lire en des termes psycho-sociologiques afin de prendre la pleine mesure de ce voyage des années 1960 vers la France métropolitaine aux réalités différentes.

La clé de voûte de ce travail sera en lien étroit avec le sentiment d'égarement, d'abandon, d'instabilité et d'insaisissabilité géographique créant un sentiment de mal-être existentiel d'un individu bloqué à la frontière métaphorique de deux mondes. Il s'agira de comprendre comment l'Antillo-Guyanais-Réunionnais aux réalités iliennes a pu s'exporter en tentant d'appriivoiser son désir intrinsèque d'insularité et son appétence pour une élévation sociale. Ce sont véritablement ces tensions entre ces deux cultures s'affrontant au sein d'un même individu qui seront mises en lumière ici. Comment vivre *là-bas* quand son cœur reste *ici* ? Comment transformer l'ailleurs en une réplique aussi fidèle que possible, en un ici déterritorialisé ? Comment être alors que l'on se situe à huit mille kilomètres de la terre qui nous a vu naître et que nous considérons

1. Docteur certifié en études anglophones et interculturalité, qualifié aux fonctions de maître de conférences, Université des Antilles, pôle Guadeloupe.

Laboratoires:

CREDDI campus de Fouillole, Guadeloupe

CRILLASH, campus de Schoelcher, Martinique

comme partie intégrante de notre personne ? Ce sont toutes ces tensions aussi bien politiques qu'individuelles qui seront abordées dans cet article car pour se fondre dans ce paysage économique des années 1960 le Domien devait trouver la force de devenir un être hybride fusionnant des pratiques culturelles de deux entités géographiques sans pour autant tomber dans le piège de l'assimilation et risquer de perdre ses propres repères sociétaux en se perdant soit même et en devenant autre.

Cette migration socio-historique ayant des impacts psychologiques sera étudiée à la lumière de deux formes artistiques : le chant et le cinéma verbalisant les répercussions et les conditions d'accueil des Domiens à leur arrivée en France métropolitaine. Cette étude nous permettra également de comprendre comment la situation économique fragile des Dom a entraîné la création de ce phénomène diasporique. En effet cet article cherche à répondre à la question suivante : comment le cinéma et l'art musical antillais ont créé un discours militant de résilience suite à ce flux migratoire des années Bumidom ? En premier lieu seront abordées les raisons économiques et démographiques de la création de cet organisme, puis cet article mettra en lumière les différentes formes d'art antillais exhortant un discours de résilience et de conscientisation.

I – MIGRATION POLITIQUE EN RÉPONSE AUX TROUBLES ÉCONOMIQUES ET DÉMOGRAPHIQUES

La décision d'immigrer vers la France hexagonale ainsi que celle de construire une vie autre part, hors des Dom, véritable repère historico-spatio-temporel et affectif n'ont jamais été choses aisées. Bien que de nos jours la majorité des Antillais-Guyanais-Réunionnais a un membre de sa famille ou de son proche entourage vivant en métropole :

« c'est [...] après la Deuxième Guerre mondiale que les Antillais migrent massivement vers la métropole, sous l'impulsion notamment d'un bureau de migration appelé le BUMIDOM. Avant cette période, les migrants antillais étaient très peu nombreux ; il s'agissait principalement de fonctionnaires, d'étudiants et de militaires, certains s'étant installés dès le début du 20^e siècle² ».

La seconde guerre mondiale ainsi que la loi de la départementalisation en 1946 ont eu un impact non négligeable sur les sociétés agricoles en provoquant une sévère crise économique allant de pair avec une hausse du chômage et des tensions sociétales. C'est par conséquent dans ce climat extrêmement tendu que les autorités étatiques ont décidé de créer le Bumidom afin de pallier la situation économique ultramarine. Le but initial étant d'offrir une perspective d'embauche à la population au chômage, non pas dans les Dom mais en France métropolitaine afin d'éviter que les tensions ne se transforment en une crise d'autant plus importante. Par ailleurs :

« ... le discours officiel du gouvernement français consist[ait] à assimiler les troubles sociaux et le chômage à des problèmes d'ordre essentiellement démographiques, justifiant ainsi une politique de migration organisée qui

2. Audrey Celestine, 2008, p. 123

début[a] au début des années 1960 et continu[a] jusqu'au début des années 1980³ ».

Le déclin de l'économie sucrière et de plantation a exigé une profonde révision du modèle économique en vigueur à l'époque dans ces sociétés. En effet, le secteur agricole a dû lentement mais inexorablement faire face à l'arrivée de la tertiarisation des emplois impliquant de fait un massif exode rural. La société toute entière, avec ses habitudes et codes, s'est retrouvée bouleversée et a dû réapprendre à vivre avec un modèle économique nouveau et viable. Cédric Audebert dans un article intitulé *Les Antilles françaises à la croisée des chemins : de nouveaux enjeux de développement pour des sociétés en crise*, nous permet de visualiser non seulement l'évolution de cette économie mais également les conséquences de cette transformation sur la population. Il affirme que :

« ...Rassemblant encore près de la moitié de la population active au milieu des années 1950, le secteur primaire a vu son poids relatif se réduire de manière spectaculaire au cours des années suivantes : en Martinique, sa part relative a été divisée par sept en un demi-siècle, et s'avère aujourd'hui inférieure à 6% (4% en Guadeloupe). Conséquence de la crise de l'économie de plantation, le nombre des emplois agricoles martiniquais est passé de 43 200 à 6 100 au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle. Le milieu rural antillais est devenu, dès lors, un pôle de répulsion pour une fraction croissante de la population⁴... ».

Pourtant, cet exode pour les industries des villes n'a en rien réglé le problème car comment une industrie naissante pouvait-elle offrir du travail à tant de personnes issues d'un secteur d'activité implanté sur le territoire depuis des décennies ? C'est de là que naissent toutes les tensions démographiques des années 1960 engendrant la création du bureau pour les migrations ainsi que le départ en masse des Domiens en quête d'emploi pour la France. Cependant, Lucette Labache dans un article intitulé *La mobilité des jeunes Réunionnais* nous met face à un questionnement concernant la dénomination du Bumidom et notamment en ce qui concerne le terme « migrants ». Bien que les Domiens venus en France par le biais de cette organisation n'étaient pas originaires de la France métropolitaine mais d'un département d'Outre-mer lié historiquement et politiquement à la France ; pouvait-on qualifier ces jeunes de migrants ? N'avaient-ils pas une carte d'identité et donc la nationalité française ? Le terme migration suppose un déplacement vers une contrée qui ne dépend plus des autorités nationales. Par conséquent, ce vocable ne devrait point s'appliquer à cette population car il sous-tend à une négation des liens indéfectibles entre ces territoires malgré la distance géographique qui les sépare. On devrait alors privilégier le vocable de nationaux déterritorialisés afin de mettre en valeur les liens intrinsèques à une entité étatique par-delà les frontières nationales.

De plus, il est également nécessaire en traitant des années Bumidom de lutter contre les stéréotypes faisant de la France hexagonale la main tendue providentielle. Les îliens ont quitté les Dom dans l'optique de trouver un emploi stable allant de pair avec une rémunération afin de

3. (Célestine, p. 124)

4. (Audebert, 2011, p. 527)

s'affirmer en tant qu'homme. Mais il faut également comprendre que cette relation à l'emploi n'était point unidirectionnelle car la France avait également un grand besoin d'une main d'œuvre afin de faire le travail que de nombreux métropolitains ne voulaient endosser. En outre :

« ... Dans la période dite des Trente Glorieuses, en parallèle du traitement des travailleurs étrangers, la migration de travail des ultramarins a fait l'objet elle aussi d'une gestion très spécifique et leur emploi en garde aujourd'hui l'empreinte : huit fois sur dix, ils sont salariés du tertiaire et une fois sur deux des services publics [...] La localisation francilienne des Antillais a ainsi répondu aux besoins des administrations et des services de santé de la région, à une époque où ces secteurs souffraient de fortes pénuries dans leurs fonctions d'exécution. Ils y ont été affectés pour y tenir un rôle comparable à celui alors dévolu aux étrangers aux postes non qualifiés du secteur industriel⁵... ».

De multiples études sur l'effectif de la population des Antillo- Guyanais en France entre 1960 et 1999 ont clairement montré une nette recrudescence des natifs domiens suite à la création du Bumidom. En effet, Célestine affirme qu'« entre 1961 et 1982, environ 160 300 Antillais ont migré par les réseaux institutionnalisés du BUMIDOM⁶ ». Selon Danièle Vaschalde-Florentiny et Georges Dorion, « le Bumidom a coordonné la migration de 160 300 personnes environ, dont 85 663 nées aux Antilles. Entre 1964 et 1973, 32 000 « travailleurs » antillais sont arrivés en métropole, dont 37% de femmes. Entre 1974 et 1981, ce sont 19 000 « travailleurs » antillais dont 28% de femmes⁷ ». Par ailleurs, Lamic atteste que « sur une population de 192 632 personnes nées aux Antilles (Guadeloupe, Martinique) et recensées en Métropole en 1981, le Bumidom a contribué à implanter en Métropole 84 572 personnes, soit 43,90% des implantations totales⁸ » De même qu'Audebert qui certifie « que l'effectif des natifs des Antilles et de la Guyane en France hexagonale a été multiplié par treize entre 1954 et 1999, passant de 17 500 à 227 000 personnes⁹ » soit une hausse de 209 500 sur une période de 45 ans.

Afin de rendre ce chiffre déjà impressionnant plus parlant il faut savoir que la population de la Guadeloupe s'élève aujourd'hui à un peu plus de 400 000 personnes, les chiffres sont sensiblement similaires avec une légère baisse pour la Martinique ce qui signifie que près de la moitié de l'une de ces deux îles s'est dirigée et établie en France métropolitaine. Cependant, à la Réunion la situation est légèrement différente. Pour cause :

« ... Le solde migratoire intercensitaire va (...) se renforcer à la fin des années 1960 (-11 719 soit une moyenne de -1674 par an). Cette période où le BUMIDOM prend en charge la quasi-totalité des départs de Réunionnais ne sera pourtant pas celle où le solde migratoire atteint son maximum. Il faut attendre la période 1974-1982 et la conjonction d'un mouvement d'émigration organisée et spontanée pour atteindre la valeur maximale du solde migratoire négatif à La Réunion. Celui-ci atteindra -33 480 personnes entre

5. (Valentin, 2005, p. 173)

6. (Célestine, p. 124)

7. Florentiny et Dorion, 2011, p. 150

8. (Lamic, 2009, p. 102)

9. (Audebert, p. 529)

1974 et 1982 soit un déficit net moyen de près de 4 200 individus chaque année¹⁰ ».

Ces départs en masse ont eu de sérieuses répercussions sur les Dom mais également les régions où ils s'installèrent en termes d'acclimatation et d'intégration à la communauté parisienne. En effet, les rapports interethniques et intercommunautaires ont été antagonistes rythmés par le rejet et la discrimination, influant de fait sur la désillusion des Domiens en quête d'accomplissement personnel. Les arts antillais se sont mis au service des Domiens en mal-être afin de verbaliser leurs déconvenues et faire prendre conscience aux générations des réalités des années du Bumidom.

II - SEPTIÈME ART ET MISE EN EXERGUE DES PROBLÉMATIQUES DES DOMIENS EN RÉGION PARISIENNE

Les jeunes Domiens ne voyant aucune échappatoire à la situation sociale difficile qui ébranlait les Dom, ont vu la création du Bumidom ainsi que les perspectives que cet organisme offrait comme étant une véritable panacée notamment en termes de recrutement rapide afin de construire et de démarrer leurs vies. Pourtant, pour la plupart les attentes n'ont pas correspondu à la dure réalité du terrain. Les seuls emplois qui leur furent proposés étaient peu qualifiés offrant de maigres perspectives d'évolution et de gravisement des échelons. Par ailleurs comme le notent Danièle Vaschalde-Florentiny et Georges Dorion :

« ... le recrutement des domestiques constitue une seconde voie, majoritairement féminine, encouragée par l'image très valorisante pour la bourgeoisie française d'avoir une domestique antillaise. Les futurs employeurs envoi[yaient] leurs annonces aux Antilles, f[aisaient] des enquêtes de moralité et pa[yaient] le passage des candidates. L'armée constitue la troisième voie du développement de l'émigration dans cette période avec la création, le 21 décembre 1960 à l'initiative de Michel Debré, du Service Militaire Adapté ¹¹... »

Le film *Antilles sur scène* de Pascal Légitimus en 2001, bien qu'ironique, met clairement en exergue l'importance ainsi que le poids numérique de cette communauté dans le tertiaire notamment à Paris. En effet, il est démontré que les Domiens occupent de par leurs nombres une place capitale dans l'économie de la région parisienne en travaillant dans les hôpitaux comme aides-soignant(e)s et infirmier(e)s, dans les différentes administrations au secrétariat ou comme agents de maintenance, à la poste comme guichetiers, agents d'accueil et facteurs. Bien qu'exagérant à outrance les stéréotypes des Antillais qui préfèrent parler avec leurs collègues au lieu de travailler tout en écoutant de la musique de leurs îles et en dansant, cette œuvre cinématographique met en exergue la solidarité opérée entre les membres des Doms en France métropolitaine et la mise en place de liens forts créés par la nécessité d'adaptation

10. (Temporal, 2011, p. 139)

11. (Florentiny et Dorion, p. 140)

dans un environnement autre. Cette communauté domienne hors des Doms est régie par de véritables codes sociétaux qu'il faut maîtriser pour pouvoir l'approcher. Ce film met en lumière l'importation des traits culturels lors de migration. En effet, les acteurs puisent dans leurs racines culturelles iliennes pour recréer leurs repères une fois avoir traversé l'Atlantique.

Malgré l'arrêt du Bumidom au début des années 1980, la création artistique près de quarante années après foisonne et cet intérêt pour cette période charnière témoigne de l'impact de ce phénomène migratoire sur les mémoires. A l'instar du film basé sur une histoire vraie, le *Gang des Antillais* de Jean-Claude Barny en 2016 cherchant à familiariser et à faire prendre conscience aux générations actuelles de leurs histoires ; ces créations artistiques ne sont point là que pour divertir mais au contraire ce sont de vrais témoignages qui refusent que les jeunes générations occultent ce pan mémoriel de culture car trop peu enseigné dans les écoles. Les films, livres, bandes dessinées et chansons sont pleinement ancrés dans une optique de résistance à l'oubli et de conscientisation face à cet épisode historique du territoire dans lequel ils évoluent.

Jimmy Larivière, protagoniste du film de Barny, tente par tous les moyens de s'acclimater et de maîtriser le nouveau territoire qu'est la France Métropolitaine. Cependant, ce dernier passe de désillusion en désillusion, de petits boulots en petits boulots, alors qu'il doit élever seul sa fille. Il n'a que pour seule aide sa marraine dont la présence en France est due aux migrations de Bumidom. En effet, il fait le constat de la vie de cette dernière à la trente et unième minute du film comme suit : « Marraine a été arrachée à sa vie d'avant par le Bumidom; les ménages, la vie de servitude lui avaient brisé le dos. Pas de mari, pas d'enfants, chambre de bonne pour seul horizon. »

Le vocable de vie arrachée, témoigne de la violence et de la brisure des liens avec les Doms orchestrés par cet organisme pour la migration et rappelle les slogans du début de cette œuvre cinématographique peints sur les murs affirmant : « à bas l'impérialisme, à bas le colonialisme, nous voulons retourner chez nous, Non au Bumidom. » Mais avaient-ils la possibilité de rebrousser chemin pour repartir vers les Doms ? Comment se payer un billet retour alors que les maigres salaires ne permettaient pas de vivre décemment ? Comment affronter le regard de ceux restés au pays qui verraient le retour comme un abandon voire un échec ? Autant de questions existentielles que les Bumidomiens ont dû affronter et que le septième art met en images.

C'est dans ce contexte d'abandon des pouvoirs publics qui ont financé l'arrivée des Domiens sans leur donner les moyens d'avoir une vie quotidienne décente, face au racisme et au refus à l'embauche que le protagoniste se joint à un gang qui braque des banques. Ce film témoigne bien de la violence psychologique mais aussi humaine qu'a provoqué le Bumidom chez des êtres qui ne demandaient qu'à travailler pour s'accomplir en tant que citoyens à part entière. Au lieu de cela, ils ont été considérés comme des sous-hommes incapables de se fondre dans la masse donc inassimilables. Ces actes délictueux, ne sont point excusés mais sont vus comme un cri à l'aide d'une population en souffrance. C'est à cause de cette douleur intrinsèque que de nombreux hommes politiques domiens ont élevé leurs voix pour également dire non au Bumidom.

III – OPPOSITIONS POLITIQUES

La création du Bumidom supposé régir le départ et l'arrivée des Domiens en France métropolitaine n'a pas fait l'unanimité au sein de la classe politique des Dom.

« ... Dès 1962, les partis politiques de la gauche antillougayanaise, en particulier Mrs. Césaire et Catayé, se sont prononcés contre l'option migratoire choisie par le gouvernement. À la session parlementaire de juin 1962, M. Césaire exprima sa position dans ces termes: Considérer qu'il n'y a pas de solution au problème antillais en dehors de l'émigration, considérer qu'il faut vider le pays de ses habitants pour les nourrir, c'est une abdication à laquelle pour notre part nous nous refusons et qui ne se comprend chez les auteurs du plan que parce que, non originaires des Antilles, ils n'ont pas foi dans les Antilles et dans leur destinée¹²».

La fin de cette citation est cruciale car elle montre bien la distanciation géographique, idéologique et culturelle entre les décideurs politiques qui ont créé cet organisme et les liens chérissant de tout leur être leur Dom et par conséquent l'envisageant sur du long terme.

Labache traite même de « saignée dans la population par le départ des forces vives du département¹³ » mettant donc en exergue l'arrachement à la terre mère mais également le déchirement existentiel que peut provoquer ce départ. Par ailleurs : « Aimé Césaire ira même jusqu'à comparer le déplacement massif de ces populations à un « génocide » tant le nombre de jeunes qui quittent chaque année les régions ultramarines est important. Les opposants à la migration diaboliseront la « déportation de la jeunesse réunionnaise » et mèneront une campagne de presse organisée autour des images les plus dramatiques, les plus misérabilistes de la migration. Le suicide de certains jeunes migrants réunionnais, les conditions misérables dans lesquelles vivent d'autres, les décompensations psychopathologiques seront fortement médiatisées par le camp qui rejette la migration ¹⁴».

Les termes employés par ce chantre de la négritude sont explicites et chargés de connotations historiques faisant appel à des épisodes hautement douloureux de notre ère appelant tout un chacun à un devoir mémoriel. Ces termes ici associés à la situation des Bumidiens montrent comment ce système dont les ultramarins étaient censés être les bénéficiaires s'est rapidement changé en cauchemar. Ces contestations virulentes de la part d'éminents politiques domiens ainsi qu'un vent de mécontentement émanant de la population partie via ce dispositif ont amené un changement de politique migratoire qui finira par remplacer :

« ... Le Bumidom [...] par l'ANT (Agence nationale des travailleurs d'Outre-mer). À travers ce nouvel organisme, l'action des pouvoirs publics s'oriente désormais vers l'organisation de la migration de formation. Il s'agit, en facilitant le voyage de jeunes Antillais et Guyanais vers la Métropole, de leur permettre d'effectuer un stage de formation ailleurs que dans leurs pays d'origine, avec la possibilité de revenir s'y installer pour ceux qui le souhaitent¹⁵... »

12. (Lamic, p. 104)

13. (Labache, 2008, p. 23)

14. (Labache, p. 24)

15. (Lamic, p. 104)

Avec la création de ce nouvel organisme en 1982, la notion de migration des Dom vers la France hexagonale sera peu à peu gommée pour faire place à « un nouveau concept (...) celui de mobilité, qui fait plus référence à la souplesse de déplacement d'une région d'emploi à une autre, à l'intérieur d'une même entité territoriale¹⁶. »

En 2010, LADOM, Agence de l'Outre-mer pour la Mobilité a vu le jour suite à la loi du 27 Mai 2009 pour le développement économique des Outre-mer (LODEOM) qui a élargi son champ d'action notamment en termes d'aide au financement de la continuité territoriale avec l'octroi de passeport mobilité pour les étudiants prenant en charge les billets d'avion entre le Dom et la métropole. Bien que cet organisme soit toujours viable l'on pourrait objecter le fait que les forces vives d'une population soit formée hors de ses terres.

A l'instar de Césaire qui s'opposait au fait de vider un pays de sa population, ne voit-on pas ici naître avec ces organismes un *braindrain* (traduit en Français par fuite des cerveaux) ? Car après avoir suivi une formation de haut niveau les jeunes sont confrontés à deux alternatives : rester en métropole afin de trouver un emploi correspondant à leurs diplômes ou rentrer au pays et devoir accepter un emploi bien en deçà de leurs capacités et par conséquent avoir un salaire moindre. Le départ pour la métropole est vécu comme un véritable sacrifice et par conséquent beaucoup ne sont pas prêts à perdre le bénéfice de toutes ces années de dur labeur et choisissent par conséquent à contre-cœur de rester en métropole et se retrouvent à leur insu prisonnier d'un système.

C'est la raison pour laquelle beaucoup de jeunes cherchant une élévation sociale se présentent aux concours de diverses catégories et sont réticents à l'idée de quitter leurs pays en cas de réussite. Il en va de même pour les stagiaires qui ont été forcés de partir pour prendre leurs postes dans l'hexagone et qui doivent se battre chaque année pour obtenir une mutation par le biais de points accumulés au fil des années. En revanche, la notion des centres intérêts moraux et matériels (CIMM) conférant aux aliens un nombre de points plus important dans l'optique de favoriser leur retour au pays a été intégrée dans le projet de loi relatif à la déontologie et aux droits des fonctionnaires en 2015. D'ailleurs, de nos jours, la notion de régionalisation des affectations pour les fonctionnaires prend également de l'ampleur. Cependant, ces propositions visant à éviter le malaise que peut engendrer la déterritorialisation font l'objet de critiques virulentes sur base de discrimination positive, de préférence et de spécificité régionale.

Le travail de conscientisation quant à cette période charnière de l'histoire des Dom est également présent dans la littérature antillaise et notamment la bande dessinée avec l'oeuvre *Peyi en nou* de Jessica Oublié et Marie-Ange Rousseau 2017, qui est traduit du créole guadeloupéen en *notre pays* en français. Cette bande dessinée s'intègre parfaitement à la dynamique de refus à l'oubli initié par le cinéma et révèle un véritable travail d'investigation décrivant la colère et le déracinement des migrants antillais, guyanais et réunionnais.

16. (Labache, p. 24)

De surcroît, ce travail de mémoire a porté ses fruits car la bande-dessinée a reçu le prix Charles-Henri Salin 2019 décerné par des lycéens Guadeloupéens, témoignant ainsi de l'impact que ce discours de résilience a déjà sur les prochaines générations qui au travers des arts apprennent à connaître leur histoire.

IV – DIFFICULTÉS D'ADAPTATION MISES EN CHANSON

Lorsque l'on quitte son cocon, sa terre natale, ses habitudes familiales, ses coutumes pour une contrée qui politiquement est régie par les mêmes lois mais qui culturellement ne ressemble en rien à son île ; il est pour certains dur de s'adapter. L'adaptation passe par l'acculturation (et non l'assimilation) aux normes de la terre d'accueil.

Dans une optique d'apporter une véritable clarification à la notion d'acculturation, les chercheurs étatsuniens Teske et Nelson se sont plongés dans les travaux de Thurnwald, Gillin et Raimy des années 1930 et 1940 qui définissaient l'acculturation comme suit :

« ... un processus d'adaptation aux nouvelles conditions de vie [...] un processus dans lequel la culture de la société est modifiée en raison de contacts avec la culture d'une ou de plusieurs sociétés.¹⁷»

Cependant, ces problèmes ne se posent que quand les individus nouvellement arrivés sont acceptés par la société d'accueil, or les Bumidomiens étaient confrontés à de multiples problèmes parmi lesquels figure la discrimination. En plus de ressentir un mal-être et un sentiment de déchirement et de déracinement important, les Bumidomiens avaient du mal à trouver un emploi dans le secteur privé. En effet : « l'expérience de la discrimination (...) était confirmée par les employeurs interrogés qui n'hésitaient pas alors à déclarer « ne pas pouvoir embaucher de Noirs, même français, pour ne pas perdre une partie de leur clientèle ¹⁸».

Ceci est clairement dénoncé dans le film *Gang des Antillais* au cours duquel on peut lire : « Bumidom trahison » en lettres de sang sur un mur reflétant ainsi les tensions créées entre les attentes et la réalité rythmée par la discrimination une fois en France métropolitaine.

En effet, à son arrivée sur un territoire autre, l'individu est porteur d'une culture ancestrale qui va inéluctablement entrer en contact avec une entité culturelle et individuelle autre. C'est à cause d'un désir de saisissabilité d'un être nous faisant face régi par des codes sociétaux différents que les Domiens vont être qualifiés d'autres au travers de la dialectique « nous contre eux » ¹⁹ et prendront connaissance de leur insularité intrinsèque alors qu'il sont sur le territoire national. Comme l'affirme Giraud :

« Tandis qu'ils s'attendaient à être reçus comme des « citoyens à part entière », des citoyens comme les autres, ce qu'ils sont de droit, ils sont souvent considérés et traités de fait comme des « citoyens entièrement à

17. "A process of adaptation to new conditions of life" [...] "those processes whereby the culture of a society is modified as the result of contact with the culture of one or more other societies" (Teske et Nelson, 1974, p. 351)

18. (Valentin, p. 174)

19. Us versus Them

part », pour reprendre un paradoxe formulé par Aimé Césaire. C'est-à-dire comme des individus que, du seul fait de leur « couleur », l'imaginaire national français dominant ne veut pas reconnaître comme des concitoyens pleinement légitimes. À travers leur expérience migratoire, ils se découvrent « noirs », au moment où ils se veulent simplement français, et « immigrés » tandis qu'ils se pensent citoyens. Cette expérience a donc été l'occasion de la révélation, pour eux brutale et douloureuse, du racisme²⁰ ».

La mini-série *Le rêve français* de Christian Faure en 2018 aborde aussi les questions de discrimination, de déchirement familial et de déception face à un rêve d'adaptation à la France métropolitaine. L'un des protagonistes, faisant écho à Césaire, reprend le même paradoxe afin de montrer que ces organismes de migration n'ont point abouti à un rapprochement entre les Métropolitains et les Antillais qui pensaient avoir droit aux mêmes opportunités que leurs concitoyens vivant dans l'hexagone. Ces migrations ont au contraire créé un phénomène dichotomique important mettant en lumière un décalage entre les deux réalités culturelles et sociétales entre les Antilles et la France métropolitaine et les difficultés à combler ce fossé.

Pensant changer drastiquement de vie en quittant leurs îles pour trouver un emploi synonyme de début d'élévation sociale, ces derniers n'étaient point vus comme des concitoyens mais comme des individus venus d'un pays régi par des lois différentes et comme des concurrents sur le marché de l'emploi. C'est en quittant son île que l'insulaire découvre sa couleur, son ancestralité, son histoire lorsqu'il est confronté à la discrimination pour la première fois. C'est la raison pour laquelle, comme l'affirme Michel Giraud certains ont adopté la stratégie de « l'invisibilité ethnique »²¹ c'est à dire qu'ils ont essayé de se fondre dans la société qui les stigmatise, d'être présents sur le territoire sans se faire voir, d'exister mais sans être, d'endosser le statut de l'autre dans une société qui ne voulait point qu'ils soient. C'est également ce qui dans les études postcoloniales est appelé l'entre deux, le fait de vivre à l'interstice de deux identités.

Les arts antillais ont donc pour objectif de rendre visible cette invisibilité en réécrivant et en se réappropriant leur histoire. Être en France et être confronté aux relents de discrimination et aux duretés d'un système qui vous rejette, tout en restant dans son for intérieur antillais peut créer des troubles psychologiques et existentiels majeurs notamment lors de la confrontation aux réalités du terrain comme en témoigne une chanson bien connue dans les Antilles ayant pour refrain les vers suivants en créole Guadeloupéen que l'on peut entendre après trente minutes de visionnage du gang des Antillais

Mwen té konprann lavi Paris
Sé té Pigalle, sé té Barbès
Mwen resté pri douvan gran désèpsyon
Mwen fè an bon vwayaj an avyon
Mwen vwè sinéma, mwen manjé, mwen byen brè, mwen dòmi, mwen lèvé
Avan sé té fransé mwen té ka palé

20. (Giraud,2007, p. 52)

21. (Giraud, 2004,p. 168)

Mè lè mwen rivé a Paris
Mwen dòmi déwo²²

Au travers de cette chanson est pointé du doigt le décalage entre la vision préconçue des quartiers animés comme Barbès avec la description de la dure réalité par les vocables de déception et vie de misère. Il est mis en exergue le fait que malgré la distance géographique et culturelle, l'Antillais s'est toujours efforcé de parler Français, langue officielle étatique. C'est lors de son arrivée en France qu'il a pris conscience de son identité d'insulaire. D'ailleurs, les paroles de cette chanson à succès ne sont pas en Français mais en créole guadeloupéen et témoigne donc d'un ancrage identitaire puissant. Il est aussi affirmé que la réalité est si dure que parfois l'Antillais doit dormir dehors et dans les bouches de métro²³. Par ailleurs, la France est comparée à un réfrigérateur²⁴. Ce froid ne doit pas être seulement compris par la température atmosphérique mais également au travers de la froideur des relations en comparaison à la chaleur de la Guadeloupe et des relations cordiales des îles. En outre, la mention du réfrigérateur peut également faire penser à une situation d'emprisonnement et par conséquent correspond à la situation des Bumidomiens qui arrivés en France ne trouvent pas d'emploi ou du moins pas ceux escomptés et font face à une discrimination importante et doivent également lutter contre le mal du pays. Ceci rappelle le destin du protagoniste du Gang des Antillais qui finit en prison. Ceci peut être vu comme une métaphore de la vie des Bumidomiens qui en France métropolitaine n'ont pas de perspective d'ascension sociale.

V – DÉCISION DE RETOUR AU PAYS ET SENTIMENT D'ÉCHEC

Alors que « dans les années 1970, (...) vivre et travailler au pays devient le slogan contestataire vis-à-vis de la migration²⁵. » La décision de retour au pays après des décennies passées en métropole n'en est pas plus aisée. En effet : « retourner là-bas, c'est le rêve de tous les Antillais. Mais on ne peut pas retourner vivre dans la famille après toutes ces années en métropole. On aurait le sentiment d'avoir échoué²⁶ »

Les problèmes causés par l'entre-deux s'amplifient lorsque l'on prend en compte le regard mythique voire sacralisé que les personnes restées aux pays portaient sur leurs compatriotes partis vers la métropole. En effet, loin des obstacles liés à l'adaptation et par pudeur, les Bumidomiens ne faisaient que très rarement part de cette difficulté à la famille ultramarine.

22. Super Combo, *Mwen domi Dèwò*, 1975 J'ai cru que la vie à Paris
C'était Pigalle, c'était Barbès

Je me suis retrouvé devant une grande déception,
J'ai fait un bon voyage en avion,
J'ai vu un film, j'ai mangé, j'ai bien bu, j'ai dormi, je me suis réveillé
Avant je parlais Français
Mais quand je suis arrivé à Paris
J'ai dormi dehors

23. Mwen dòmi déwo Mwen dòmi an tou a métro.

24. Ay ! Ka fè frèt Frèt kon adan an frijidè.

25. (Labache, p. 24)

26. (Florentiny et Dorion, 155)

C'est la raison pour laquelle, envisager un retour au pays constitue non seulement un échec personnel mais également une déception familiale. Venir en vacances, pour se ressourcer, pour voir du pays, passer de bons moments avec sa famille laissée après tant d'années est une chose vécue avec enthousiasme mais également synonyme de pleurs lors du jour du départ vers la France hexagonale. Pourtant envisager un retour définitif vers le Dom représente la démythification de cette vie hors des Outremer qui était, parfois, perçue comme celle de la grandeur.

En outre, le retour aux Antilles-Guyane et à la Réunion est d'autant plus difficile car ces Bumidomiens sont vus au travers du quolibet des nouveaux arrivants ou *moun vini*, désignant les personnes nées en France qui ne sont ni totalement des Domiens ni des Métropolitains. La population locale les voit d'un mauvais œil et ils doivent également se réhabituer aux rythmes et coutumes locales. De plus, ils sont souvent considérés comme étant « *trop speed*²⁷ ». Cette ré/adaptation passe également par le créole qui est un lien fondamental qui permet de comprendre la population locale non seulement en termes linguistique mais également en ce qui concerne les codes et le non-dit.

Il faut cependant penser au long terme car comment envisager revenir au pays après près de quarante années passées en France métropolitaine, quand finalement là-bas est devenu ici, et l'île que l'on considérait comme chez nous, nous apparaît autre ? Comment se sentir à nouveau chez soi quand les liens avec la famille que l'on avait laissée ne sont plus les mêmes du fait de la distance et des années de séparation, provoquant irrémédiablement un manque de complicité et parfois même un malaise ? Comment alors que l'on a créé sa propre famille en France hexagonale penser un jour revenir ? L'acclimatation à la vie métropolitaine est une chose dure occasionnant parfois des crises identitaires et par conséquent, comment, en fin de carrière, envisager une adaptation dite à l'envers sur une île qui a changé et dans laquelle ils ne se reconnaissent peut-être plus.

CONCLUSION

Loin d'être un phénomène facile à appréhender, les flux migratoires recèlent des logiques mouvantes non monolithiques mais composites ; de nombreux aspects sont à prendre en compte avant d'entrevoir une compréhension de ce phénomène. La migration ne peut pas être figée, ne peut être lue à travers les postulats, la fixité ne correspond point à cette notion. Bien au contraire, la fluidité, la non territorialité et la transcendance sont des notions insaisissables qui reflètent la complexité de ce phénomène hors de portée car défini au-delà des frontières nationales et étatiques. Les identités ne sont plus construites en relation à un territoire fixe et donné, mais sont ancrées dans un processus de formation hors territoire. Le Bumidom, incitation politique promouvant le départ des Dom pour la métropole dans les années 1960 a été un facteur important de la création et de la pérennisation de la diaspora domienne en France métropolitaine mais a aussi engendré de nombreuses tensions existentielles notamment

27. (Giraud,2007 p. 55)

face au phénomène de désillusion et à la confrontation à la discrimination. Les arts antillais ont donc créé un contre-discours de la résilience exhortant une réécriture, réappropriation et une conscientisation face à cette migration des années 1960. De nos jours, le départ vers l'hexagone avec la création successive d'organismes ayant pour but la continuité territoriale comme l'ANT et LADOM pose toujours autant de questions existentielles et identitaires car la quintessence du problème réside dans la sphère économique et le désir des jeunes Domiens qui, sont de plus en plus diplômés, d'obtenir des perspectives d'emplois rêvées chez eux en Outremer.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Cédric Audebert, « Les Antilles françaises à la croisée des chemins: de nouveaux enjeux de développement pour des sociétés en crise », *Les cahiers d'Outre-Mer* n° 256 (Octobre-Décembre 2011): p. 523-549. Web 17 Avril 2019
- Michel Giraud, « Racisme colonial, ethnicité et citoyenneté. Les leçons des expériences migratoires antillaises et guyanaises », *Caribbean Studies*, Vol. 32, No. 1,(2004): 161-183. Web. 16 Avril 2019
- Michel Giraud, « Le malheur d'être partis », *Esprit* (Février 2007): p. 49-61. Web. 10 Avril 2019
- Lucette Labache, «La mobilité des jeunes réunionnais», *Presses de Sciences Po, Agora débats/jeunesses* n°50 (2008) : p. 22-32. Web 30 Avril 2019
- Nicolas Lamic, « La mobilité professionnelle spatiale: impasse ou solution pour le développement de l'emploi et de la formation dans les départements français d'Amérique ? », *Savoirs* n° 19 (2009) : p. 93-114. Web 17 Avril 2019
- Audrey Célestine, « La voix » institutionnalisée : approche comparée de la mobilisation de migrants-citoyens en France et aux Etats-Unis », *Raisons politiques* n° 29 (2008): p. 119-131. Web 30 Mars 2019
- Marie-Claude Valentin, « Le cinquième dom : mythe et réalités », *Pouvoirs* n° 113 (2005): p. 155-159. Web 30 Mars 2019
- Danièle Vaschalde-Florentiny et Georges Dorion, « Les antillais retraités en métropole : trajets de vie », *Gérontologie et société* n° 139 (2011) : p. 147-159. Web. 16 Mai 2019
- Franck Temporal, « Migrations et emplois à l'île de La Réunion », *Revue européenne des migrations internationales* vol. 27 – n°3 (2011): p. 131-164. Web.16 Mai 2019
- Raymond H. C. Teske Jr. et Bardin H. Nelson, « Acculturation and Assimilation : A Clarification », *American Ethnologist* vol. 1, n° 2 (1974):p. 351-367. Web. 28 Février 2019

Chanson

- Super Combo. «Mwen domi dèwò». *Mèt a mangnok*. Debs.1975. Cd

Films

- *Antilles sur scène*. Pascal Légitimus. 2000. TF1 video Dvd

- *Le gang des Antillais*. Jean -Claude Barny. Les films d'ici 2016. Happiness distribution. Dvd
- *Le rêve Français*. Christian Faure. Eloa Prod 2017. France télévisions. Dvd

Bande dessinée

- Jessica Oublié et Marie-Ange Rousseau. *Peyi an nou*. Steinki, 2017.